

BERLIET EN ALGÉRIE

Échos
(*L'Écho d'Alger*, 30 mai 1922)

Jeudi 25 mai jour de l'Ascension un autobus des messageries **VEUVE PÉREZ et Cie** contenant 25 touristes a effectué en **58 minutes** la rude côte de **Blida à Chréa**.
Naturellement ce véhicule était : signé : **BERLIET**

Missions sahariennes
La mission Mathieu à Alger
par M. B.
(*L'Écho d'Alger*, 20 janvier 1933)

Hier à 17 heures, les dirigeants de la firme Veuve, Perez et Gruber avaient convié en une réception intime les membres de la mission Mathieu ainsi qu'un grand nombre de personnalités algéroises.

À la table d'honneur nous avons noté la présence de ... [Charvolin, directeur à Alger des automobiles Berliet...](#)

[Cinquantenaire de Diên Biên Phu]
par Jacques Marseille
(*L'Expansion*, 7 avril 1994)

[...] Le 6 septembre 1954, soit deux mois avant le déclenchement de la guerre d'Algérie, le directeur de la succursale des usines Berliet à Alger adresse au siège une lettre sans illusions sur l'avenir de l'Algérie française. Il estime que, « malgré le calme apparent » qui règne en Algérie, tout est à craindre de l'évolution des populations musulmanes, et il invite la direction de Vénissieux à « très vite en tenir compte ». Remarquant que « la clientèle indigène, dont le pouvoir d'achat augmente régulièrement », représente « un pourcentage chaque jour plus fort » des ventes, il poursuit : « Nous devons donc nous organiser non seulement pour la prospector de plus en plus, mais aussi pour nous faire comprendre d'elle et lui inspirer toute la confiance nécessaire. [...] Ces considérations nous amènent à prévoir dans un avenir très prochain, à la succursale d'Alger, un "Département relations musulmanes" qui [...] comprendrait un groupe de vendeurs musulmans (Arabes et Kabyles) instruits et éduqués (et il y en a !). »

Paul Berliet approuve la mesure. Dans une note au personnel, il écrit : « Il est évident que nous aurions personnellement à réagir contre les préjugés de nos collaborateurs européens si nous engagions un vendeur musulman qui pourrait éventuellement être plus instruit qu'eux » et qui n'obtiendrait pas de la part de ses collègues « la considération et l'impartialité auxquelles il aurait droit ».

[Juin 1961 : inauguration de l'usine Berliet de Rouiba]

Le patron du groupe des poids lourds va même plus loin. Il installe sur place une unité de production d'où sortiront des camions que, par dérision, les concurrents vont baptiser « camions kabyles » : de fait, 80 % des salariés de l'usine sont musulmans.

« Nous ne croyons pas à l'avenir du mythe de l'exportation vers les pays sous-développés, déclarait un peu plus tard Paul Berliet, à l'occasion d'une conférence reproduite dans le journal d'entreprise *Berliet Informations*. L'Amérique avant nous en [a] fait la cruelle expérience. On ne continuera pas longtemps à acheter aux pauvres le minerai à des cours trop fluctuants, pour leur revendre des produits transformés dans lesquels nous aurons incorporé un standing de vie et des frais généraux élevés de gouvernement qu'ils ne peuvent et ne voudront pas payer. Pour ne pas tout perdre demain, il faut dès aujourd'hui, dans un effort pénible, leur apprendre à travailler, leur abandonner les travaux simples sur les éléments lourds et volumineux pour ne plus garder, au fur et à mesure qu'ils s'élèveront dans la technique, que les pièces compliquées justifiant des investissements considérables, et demain peut-être seulement la recherche, la conception et la mise au point. »

Ce langage s'inscrivait explicitement dans la préparation de l'indépendance algérienne. En effet, au moment où 49 % des Français se déclaraient encore partisans de l'Algérie française, Paul Berliet ne faisait pas mystère d'avoir négocié avec le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) les conditions ultérieures de fonctionnement de son usine. Plus tard, c'est à lui que la République populaire de Chine allait s'adresser pour équiper le pays d'une industrie de poids lourds. Un « tiers-mondisme » bien compris, et un effort de prévision stratégique qu'il nous faut aujourd'hui rééditer, dans un tout autre contexte, aussi bien pour l'Indochine que pour l'Algérie.

27 février 1962 : élimination de Camille Petitjean, cadre infiltré par l'O.A.S. à l'usine Berliet de Rouiba

Cdt Azzedine,
Et Alger ne brûla pas,
Paris, Stock, 1980, 352 p.

[272] C'est ainsi que nous procédons à l'usine Berliet. [273] Dès mon retour, lors de la création de la Z.A.A. [Zone autonome d'Alger], j'ai retrouvé et fait appel à deux militants : Abderezak et Michèle Chehbouni. J'apprécie leur finesse de jugement et leur esprit d'initiative. Chez Berliet, ils peuvent jauger et maîtriser en douceur une situation explosive. Abderezak Chehbouni est un Algérois authentique, c'est-à-dire la culture, la courtoisie mêmes, un être généreux et hospitalier. Il est chef du service achat à l'usine Berliet. Sa femme y est assistante sociale. Michèle Chehbouni est française. Elle est née dans l'Allier. Aimant un Algérien, elle s'est prise de passion pour l'Algérie ; elle y a découvert, par-delà les préjugés et les faux-semblants, une réalité différente et souvent insoutenable. Elle se bat aux côtés de son mari. Son courage frise l'inconscience ! Aujourd'hui, dix-huit ans après, qui soupçonnerait chez cette jolie femme, mère d'une ribambelle d'enfants blonds aux yeux verts, ce passé mouvementé ?...

La société Berliet, dont le siège est à Lyon-Vénissieux, est située à une trentaine de kilomètres à l'est d'Alger, sur la côte, entre Reghaïa et Rouiba. Le complexe, construit en 1958, est l'émanation directe du célèbre discours du général de Gaulle à

Constantine. Le 3 juin 1958, il y annonçait le programme d'un vaste plan de développement économique pour l'Algérie. On parlait à l'époque d'intégration... Les analystes concluaient à une solution économique du problème algérien. La donnée nationaliste, difficilement quantifiable, était absente des statistiques et prévisions des saltimbanques de la politique-fiction ! Quoi qu'il en [274] soit, le plan de Constantine avait attiré les investisseurs français. Les appels d'offres avaient été entendus. En quatre ans, un certain nombre d'entreprises françaises s'étaient implantées, même si l'on était encore en deçà du programme initial. Entre Reghaïa et Rouiba, un vaste secteur agricole fut industrialisé. L'unité Berliet reflète cet état d'esprit. Inaugurant l'usine en 1961, Paul Berliet s'était exprimé en ces termes : « Nous avons ici un mission à remplir. Nous devons apprendre aux Algériens à fabriquer leurs camions. Je mènerai bien ce grand dessein. »

M. Max Camatt, le directeur général nommé par Paul Berliet, ne fait pas l'unanimité chez ses cadres. Il joue l'ouverture et ne veut pas se laisser influencer par les politiques s'affrontant sur le terrain. Pour lui, l'essentiel est de préserver l'avenir. En 1962, l'usine Berliet verse des cotisations à l'O.A.S. et au F.L.N. Les directeurs des succursales d'Alger, de Ouargla et de Constantine circulent très librement sur tout le territoire algérien. Ces choix de la direction ne plaisent pas à tout le monde. Le climat est tendu. Chacun réagit en fonction de ses options politiques personnelles. Quelques rares « libéraux » sont écartés du gros de la troupe, comme des brebis galeuses. Et pourtant !... Abderezak et Michèle Chehbouni, au cœur de ce microcosme, observent, prennent des notes et dressent un tableau détaillé de l'atmosphère, des forces en présence. Très vite, leurs informations nous permettent de discerner l'élément le plus dangereux, le poisson venu d'ailleurs. Michèle me parle d'un certain Petit-Jean. Renseignements pris, il s'agit d'un ancien sous-officier parachutiste ayant servi en [275] Indochine, sous Salan. Ingénieur des Arts et métiers, il a travaillé sur un chantier de construction navale, près de Mers el-Kébir. Puis il s'est vu offrir (comment ?) un poste chez Berliet. L'individu est doué ; en quelques mois, il est miraculeusement parvenu à coiffer les services les plus divers : le service après-vente, les pièces de rechange, l'assistance technique et, surtout, la direction des achats où Abderezak se trouve sous ses ordres. Ce n'est pas tout. Non content d'avoir mis la main sur d'aussi nombreux postes de l'usine, Petit-Jean chapeaute aussi le service de gardiennage, pion capital sur l'échiquier qu'il manœuvre à sa guise, car il a droit de regard sur les systèmes de sécurité de Berliet. Petit-Jean est en fait un chef de commando Delta, promu « capitaine » par Jouhaud. Tous les week-ends, il se rend à Oran, où sa femme est directrice d'école... et, parallèlement, s'occupe du secrétariat de l'O.A.S.-Oranie. Le requin est donc dans l'aquarium ... Il faut l'en déloger. Un pas de clerc serait fatal ... Michèle, que ses attributions d'assistante sociale autorisent à une complète liberté de mouvements, surprend un jour un entretien entre Max Camatt, le directeur général, et Petit-Jean. Les termes sont sans équivoque. Il faut agir vite. La vie des ouvriers algériens est en danger. Petit-Jean menace ouvertement : « Jusqu'à présent, dit-il à Max Camatt, nous avons épargné cette unité de production, faite dans un but politique. Vous allez retirer tout le personnel algérien travaillant dans les bureaux et vous les mettez dans les ateliers. Si vous n'exécutez pas nos ordres, nous enlèverons les gens et nous les abattons nous-mêmes... »

[276] Impavide, déterminé à ne point céder, Max Camatt tempore, sachant combien le problème est grave. Depuis plusieurs semaines, il refuse d'accorder son tribut à la peur. Des lettres injurieuses lui sont adressées quotidiennement. Un à un, d'autres chefs d'entreprises françaises basculent dans le camp O.A.S. Ils le supplient de les y rejoindre. Son ouverture d'esprit gêne... On l'accuse de continuer à employer des Algériens ! Il passe outre et rejette toute forme de chantage. La Zone autonome doit néanmoins intervenir. Il y va de la vie de nos frères... Les événements se précipitent. M^{lle} Bachouche, la secrétaire de Max Camatt, est algérienne. Son père est épicier à Hydra. Un soir, alors qu'elle aide son père dans la boutique, trois hommes font irruption

et abattent M. Bachouche à bout portant. L'horreur dans l'univers du quotidien... Sa fille n'a que dix-huit ans et se retrouve seule face au drame, chargée de deux frères. Elle se confie à Michèle : fréquemment, dans les semaines qui suivent, dit-elle, elle voit pénétrer dans son immeuble l'assassin de son père. Nos soupçons se confirment. L'un des repaires de l'O.A.S. est à Hydra. Nous confions à Michèle la surveillance de cet immeuble et elle opère un magnifique travail de repérage. Son physique d'Européenne n'attire pas l'attention. Aux abords de l'immeuble, elle note les numéros minéralogiques des voitures qui stationnent, photographie de mémoire les traits et les silhouettes des habitués. Leurs adresses personnelles sont connues. Tous les renseignements convergent vers le quartier d'Hydra, habité presque exclusivement par des pieds-noirs. Dans les belles demeures de style mauresque, blotties dans des [277] parcs fleurant le jasmin et le mimosa, se tiennent d'étranges réunions, d'où sortent des tueurs noctambules. Impossible pour nous d'intervenir sans mettre en jeu l'équilibre fragile de nos relations avec Rocher-Noir. Ce serait courir des risques et nous attirer des remontrances, peut-être injustifiées, mais aussi inutiles. Force est donc d'utiliser les barbouzes (fût-ce à leur insu !) en leur communiquant les résultats de notre enquête, sans que son origine soit révélée.

Est-il besoin de rappeler le rôle de ces hommes que, dès décembre 1961, *France-Soir* baptisait « barbouzes » ? Ce surnom leur est resté. Ce sont des spécialistes dépêchés pour combattre l'O.A.S., issus de tous les horizons, nantis de salaires importants, usant des méthodes les plus radicales. Ils zigzaguent, comme Zorro, entre Rocher-Noir, le Gouvernement général et l'Élysée, apparemment intouchables mais graissés à toutes les sauces. Leur P.C. est à l'hôtel Radja, au Clos-Salembier. Michèle doit les contacter, et accomplit sa mission avec brio. Les choses se déroulent comme nous le souhaitons. Petit-Jean est arrêté chez Berliet dans la journée et Michèle, le soir même, lors du rapport du conseil zonal, les décrit en ces termes : « Les barbouzes m'ont reçue à bras ouverts. Tu parles, Azzedine, ils avaient les photos des tueurs, mais pas leurs noms ni leurs adresses. Il y avait là un colon qui luttait, contre l'O.A.S., je ne sais trop pourquoi. Ces barbouzes ont tous des surnoms : Jacky, Marcel, André... Ils n'ont pas enregistré mon nom et m'appellent simplement Michèle. Je suis arrivée chez eux à neuf heures du matin. Nous sommes aussitôt partis dans deux voitures, huit barbouzes [278] armées jusqu'aux dents et moi. Des armes traînaient même sur le plancher des voitures... Ils m'ont déposée à Hussein-Dey, devant une station d'autobus. Je devais rentrer à l'usine par mes propres moyens afin de ne pas être repérée. Quand j'ai franchi le portail de Berliet, Petit-Jean était déjà arrêté. »

Abderezak était, si j'ose dire, aux premières loges. Il me raconte . « Les barbouzes se sont présentées chez M. Pousse, le directeur du personnel depuis la création de l'usine. Ils demandent à voir Petit-Jean. Celui-ci étant un cadre, ils doivent en référer au directeur général... La porte se referme derrière Max Camatt. Nous pouvons, cependant voir des locaux extérieurs ce qui se passe dans les bureaux, car ils sont entièrement vitrés. M. Camatt saisit le combiné d'un téléphone et dit quelques mots brefs. Quelques instants plus tard, Petit-Jean survient en bras de chemise. Il n'a pas le temps de réaliser ce qu'on lui veut. Il est embarqué, trois revolvers pointés sur la poitrine. L'arrestation de Petit-Jean s'est faite sans remue-ménage... »

Michèle, en tant que témoin, est convoquée à l'interrogatoire, hôtel Radja, à Hydra. Petit-Jean est attaché sur une chaise. Sur son front de l'acide coule goutte à goutte d'une boîte de conserve suspendue au-dessus de sa tête. La confrontation a lieu. Michèle reprend mot pour mot la conversation surprise dans le bureau du directeur et les menaces relatives à la « solution définitive » pour le personnel algérien ! Petit-Jean nie. L'acide coule, creusant d'atroces rigoles. Au bout de quelques heures, le point limite de résistance du chef O.A.S. est dépassé : Petit-Jean avoue. Mais il est trop tard. [279] L'O.A.S. a été prévenue de son enlèvement et a déjà changé ses planques. Quelques jours plus tard, l'hôtel Radja est attaqué au bazooka... Quant à Petit-Jean, son

corps découpé en morceaux sera découvert dans un sac, à quelques kilomètres d'Alger...

Ponctuellement, l'opération est un succès. Mais tout n'est pas pour autant terminé. L'O.A.S. ne désarme pas. Coûte que coûte, il nous faut assurer la sécurité sur les lieux de travail. Seuls les travailleurs peuvent se charger de cette sécurité, regroupés dans le syndicat qui est le leur, l'U.G.T.A. La résurrection de l'U.G.T.A. est l'une des plus belles réussites obtenues par la Z.A.A.

Monneret,
La Phase finale de la guerre d'Algérie,
L'Harmattan, ISBN :2-7475-0043-8
Extraits cités par jeanjviala.free.fr

27 février 1962 :

En interrogeant le nommé Salord, le groupe MPC (la façade officielle des barbouzes) d'Aïn Taya avait appris que le réseau [OAS] auquel appartenait son prisonnier [...] avait à sa tête un nommé [Camille] Petitjean. Ce dernier, ancien parachutiste, était un cadre important des usines Berliet à Rouiba. Ingénieur des Arts et métiers, il exerçait des fonctions au service du personnel. Nous savons qu'il était le beau-frère d'un général [Guy Méry] ayant exercé de hautes responsabilités dans l'Armée française, au cours des années 70 et récemment décédé.

Cet homme était bien connu à Alger où on le voyait fréquenter des lieux plutôt huppés comme le restaurant de l'Hôtel Aletti ou la piscine du R.U.A. (Racing universitaire algérois). Petitjean était un métropolitain, venu travailler Outre-Méditerranée où, conquis par l'atmosphère du pays, il était devenu un ardent défenseur de la présence française. Selon Courrière [4-535], que reprend Rémi Kauffer [*Histoire de l'O.A.S.*], l'ingénieur « n'avait que le tort de se vanter d'appartenir à l'O.A.S. ». Certains ont cru, à partir de là, pouvoir affirmer qu'il était soupçonné « à tort » d'être dans l'Armée Secrète. On trouve cette affirmation notamment dans le numéro spécial d'*Enquête sur l'Histoire*, consacré à l'O.A.S. (printemps 1993, n° 2)[Chairhoff, B... *comme barbouzes*, 1975, p. 306, le présente comme un chef de réseau OAS].

Ceux qui ont connu Petitjean insistent sur sa discrétion et contestent qu'il ait été un vantard ou un hâbleur. Le docteur Perez a indiqué qu'il était membre de l'O.A.S. et l'adjoint de Jean Lalanne au Bureau Central de Renseignements (*Debout dans ma Mémoire*, *op. cit.*, p. 106). Ceci nous a été confirmé par d'autres membres importants de l'Armée Secrète.

Or le 27 février, des « barbouzes », dont plusieurs Vietnamiens, firent irruption dans les locaux du service du personnel des Usines Berliet à Rouiba, brandissant des cartes de police (nous avons vu que le MPC possédait des cartes de la Sûreté, périmées il est vrai). Ils emmenèrent Petitjean. Nul ne devait le revoir vivant.

Une grève fut déclenchée par le Syndicat des transporteurs pour obtenir la libération de l'ingénieur. En vain. M. Camatt, directeur de l'usine, multiplia les démarches. Sans succès. Un mois plus tard, des petits bergers arabes jouant dans un terrain vague entre Orléansville et Charon alertèrent la gendarmerie. Ils venaient de découvrir un sac en plastique contenant le corps d'un homme découpé en morceaux. Les gendarmes venus sur les lieux identifièrent la victime : Petitjean. Ils firent un rapport et reçurent l'instruction de ne pas ébruiter l'affaire.

L'un des gendarmes ayant mené les investigations était un sympathisant de l'O.A.S. Il prévint les amis qu'il avait dans l'Organisation et transmit des photos du corps supplicié. Une journaliste de *L'Écho d'Alger* les reproduisit et constitua un dossier de presse qu'elle envoya à ses confrères français et étrangers. La responsabilité des « barbouzes »

fut mise en cause. L'affaire fit du bruit à Alger. En métropole, la plupart des journaux se contentèrent de petits entrefilets.

La Délégation Générale publia un communiqué où, sans évoquer le cas Petitjean, elle réaffirma qu'il n'y avait pas de polices parallèles en Algérie. À l'époque où fut faite cette déclaration, aux environs du 16 mars, ce n'était pas inexact, en ce sens que l'équipée du MPC était terminée et que les survivants avaient été réexpédiés en France. [...]

Qu'était-il arrivé à Petitjean ? Pour le savoir, il faut se référer au livre de souvenirs qu'a écrit Si Azzedine le chef de la Zone autonome d'Alger du FLN, *Et Alger ne brûla pas* (pages 276 et 277). [...]

Si Azzedine a décidé de ne pas faire intervenir ses hommes aux usines Berliet et de confier le cas Petitjean aux gens du Talion (ex-MPC), alors abrités à l'hôtel Radjah.

Pourquoi ? Le chef nationaliste ne le dit pas, il se contente d'une phrase lapidaire : « Impossible pour nous d'intervenir sans mettre en jeu l'équilibre fragile de nos relations avec Rocher-Noir ». Que veut-il dire ? Nous en sommes réduits aux hypothèses : nous sommes encore à un mois des Accords d'Évian et de l'annonce du cessez-le-feu, mais d'ores et déjà, ceux qui sont encore des adversaires théoriques se ménagent car ils prévoient le moment où ils deviendront partenaires à part entière. Ce que ne dit pas Si Azzedine, mais qui se devine, c'est que des accords tacites existent pour ce qui concerne la production industrielle. De même qu'on ne touche pas au pétrole, et que la libération des techniciens de la S.N. Repal a été ultra rapide, de même ne faut-il pas toucher à Berliet. Du côté français, on songe aux futures exportations, du côté algérien, au développement économique dans le futur État indépendant. [...]

L'affaire Petitjean ne servit pas le prestige du Talion déjà écorné à l'époque. L'atmosphère de scandale qui la suivit a pu accélérer leur disgrâce.

L'épilogue fut résumé par une dépêche A.F.P. du 23 mars 1962. Elle annonçait que le directeur des établissements Berliet avait fait connaître sa décision d'interrompre toute activité du groupe jusqu'à nouvel ordre. On peut lire le texte dans *Le Monde* du 24 mars 1962, en dernière page. En voici un extrait : « Un ingénieur de notre société, M. Petitjean, a été appréhendé aux fins d'interrogatoire dans nos établissements le 27 février. Malgré nos protestations énergiques et réitérées auprès des différentes autorités, il n'a pas été possible de connaître les raisons de son arrestation et le lieu de sa détention. Nous apprenons aujourd'hui que son corps aurait été découvert, le premier mars, à Charon dans la région d'Orleansville... »

Dans le même journal on peut lire une déclaration de M. [Philippe] Mestre, à l'époque porte-parole de la Délégation Générale, aujourd'hui ancien ministre : « Il est possible que M. Petitjean ait été victime d'un règlement de comptes au sein de l'O.A.S. ».

Berliet
Exercice 1962

[...] BERLIET-ALGÉRIE, malgré la stagnation de l'économie algérienne, a pu maintenir ses cadences de fabrication à six véhicules par jour. Son activité est principalement orientée vers le secteur public où les besoins sont importants et vers les débouchés à l'exportation. Un effort est en cours pour confier à des cadres algériens des postes de responsabilité tant dans le personnel de votre filiale que dans celui de son réseau commercial. Les résultats de l'exercice 1962 se ressentent des difficultés qu'a connues votre filiale durant cette période. Ils demeurent néanmoins légèrement bénéficiaires.

Paul Berliet raconte qu'après le meurtre de 5 collaborateurs de Berliet-Algérie, il est allé voir Ben Bella et lui a déclaré : au prochain, je mets la clef sous la porte. Ben Bella lui a répondu qu'il s'agissait de voyous de la willaya et qu'il allait fait faire le nécessaire. Ce qu'il fit.

Par la suite, Berliet-Algérie exporta en métropole mais les camions étaient repeints à Vénissieux pour effacer toute trace de leur origine et couper l'herbe sous le pied aux médisances de la concurrence (France-Culture, 1^{er} septembre 2008).

L'industrie automobile en Algérie
(*Europe France Outre Mer*, octobre 1966)

La situation n'a pas varié beaucoup depuis l'année dernière. Le pays possède toujours deux usines d'assemblage, à Rouiba (Berliet) et à Maison-Carrée (Régie Renault)*. Compte tenu d'une certaine reprise du marché intérieur et des exportations de Berliet vers la Chine, la production a marqué une progression de 1964 à 1965. L'usine de Rouiba, qui appartient à Berliet-Algérie, devenue société d'économie mixte depuis deux ans, a produit près de 1.200 camions et 160 autocars l'année dernière (contre 950 véhicules au total en 1964). Le chiffre d'affaires global est en augmentation de plus de 40 % sur celui de 1964. [...]

(*Valeurs actuelles*, 1^{er} août 1977)

- Algérie : la production des véhicules industriels va être doublée grâce à l'extension du complexe industriel de Rouiba, construit en 1971 avec la collaboration technique de Berliet. L'usine, qui fabrique actuellement 4.300 camions de cinq à trente tonnes et 250 autobus, portera ces chiffres à 8.000 et à 1.000 unités par an.
